



*Building the European Model
of purpose-driven companies*

SUMMER SCHOOL 2026

PURPOSE AT THE HEART OF EUROPE

A HOT topic !



Le 26 juin 2026, la Société à Mission Europe a organisé sa première Université d'été réunissant des institutions européennes, des universitaires et des praticiens de premier plan pour discuter d'une question centrale :

**COMMENT L'EUROPE FAÇONNE-T-ELLE L'AVENIR DES ENTREPRISES RESPONSABLES ?
OÙ EN EST LA RECHERCHE SUR LE « PURPOSE » DANS LES PAYS EUROPÉENS ?**

LA DG GROW (COMMISSION EUROPÉENNE) SE JOINT À LA CONVERSATION



MICHAEL RISTANIEMI

Chef d'équipe,
Unité de conduite responsable des
affaires,
DG GROW - Commission européenne

Michael Ristaniemi a présenté les conclusions préliminaires de l'étude en cours de **8 mois de la DG Grow sur les entreprises à impact**, qui devraient être publiées après l'été 2026.

L'étude explore comment l'Europe peut encourager les entreprises à aller au-delà de la conformité et à devenir de véritables moteurs **d'impact social et environnemental positif**.

“

Michael Ristaniemi :

Ces entreprises à mission sont des agents de changement très intéressants, qui pourraient entraîner une normalisation significative d'un changement de paradigme

”



*Building the European Model
of purpose-driven companies*

DEUX MODÈLES DE GOUVERNANCE UNE CONVERSATION EUROPÉENNE

À travers deux panels scientifiques, des chercheurs européens - membres du conseil scientifique de l'axe européen - ont exploré deux modèles de gouvernance complémentaires des *purpose-driven companies*.

TABLE 1 — LA STEWARD OWNERSHIP COMME MODÈLE EUROPÉEN



CAROLINA
CUNHA

Université de Coimbra



FLORIAN
MÖSLEIN

Université de Vienne



ANNE
SANDERS

Université de Bielefeld



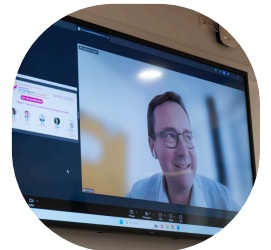
BLANCHE
SEGRESTIN

Mines Paris, PSL



Anne Sanders a commencé par l'idée centrale de la steward ownership : le contrôle appartient aux stewards qui ne peuvent pas extraire les profits — les profits sont un moyen, pas une fin. **Carolina Cunha** a montré pourquoi le modèle est crédible dans sa conception : les verrous de contrôle, d'actifs et de cofrage protègent l'entreprise de la pression à court terme, rendant structurellement impossible tout "purpose-washing". Mais sans forme juridique dédiée (comme au Portugal), la mise en œuvre reste difficile — surtout pour les startups.

Florian Möslein a décrit la steward ownership et les entreprises à mission comme deux cercles qui se chevauchent : le premier est une structure de gouvernance puissante qui rend le second crédible. **Blanche Segrestin** a poussé le débat plus loin, en considérant la steward-ownership comme une « custodianship » : les actionnaires sont responsables envers l'entreprise elle-même — régénérant son capital et soutenant sa capacité créative plutôt que de dicter la stratégie.



POINT CLÉ : LA STEWARD OWNERSHIP ET LA SOCIÉTÉ À MISSION NE SONT PAS RIVALES — ELLES RÉPONDENT À DEUX QUESTIONS DIFFÉRENTES : QUI CONTRÔLE, ET VERS QUELLE FINALITÉ.



*Building the European Model
of purpose-driven companies*

DEUX MODÈLES DE GOUVERNANCE UNE CONVERSATION EUROPÉENNE

TABLE 2 — LA SOCIÉTÉ À MISSION COMME MODÈLE EUROPÉEN



**KEVIN
LEVILLAIN**

Mines Paris, PSL



**ALESSIO
BARTOLACELLI**

Université de
Modène et de Reggio
d'Émilie



**JEROEN
VELDMAN**

Université de
Nyenrode



**ANNE-MARIE
WEBER**

Université de Varsovie



Kevin Levillain a ouvert avec un chiffre : environ 500 nouvelles Sociétés à Mission sont créées en France chaque année, avec une adoption supérieure à 15% dans certains secteurs. Il a tiré cinq leçons pour l'Europe : flexibilité de la forme, cadre construit pour la transition, synergies avec la CSRD, double contrôle (comité de mission + audit tiers), et construction de communauté à côté de la loi — illustrée par des cas concrets, de Nutriset à la coalition d'actionnaires chez Danone.

Alessio Bartolacelli a apporté la comparaison italienne : la forme *Società Benefit* est ouverte à tous les types de sociétés, même si en pratique plus de 90 % sont des SRL (équivalent SARL). Sa mise en garde : sans seuil minimal de ce qui est considéré comme *bénéfice sociétal*, la moindre bonne action peut suffire à qualifier une *società benefit* — laissant la porte ouverte au purpose-washing. **Anne-Marie Weber** a pointé les deux défis d'un modèle européen : le caractère optionnel du statut — qui suppose des incitations pour le rendre attractif — et le contrôle de son respect, encore largement entre les mains des seuls actionnaires. **Jeroen Veldman** a conclu par une mise en garde : le droit des sociétés ne peut pas, à lui seul, porter cette transformation — c'est le droit, la comptabilité et le management qu'il faut repenser ensemble.



LE MODÈLE SOCIÉTÉ À MISSION FONCTIONNE —
MAIS LA FLEXIBILITÉ ET LA CRÉDIBILITÉ VONT DANS
DES DIRECTIONS OPPOSÉES, ET L'EUROPE DEVRA
CHOISIR QUELLE PART DE CHACUN ELLE VEUT.



*Building the European Model
of purpose-driven companies*

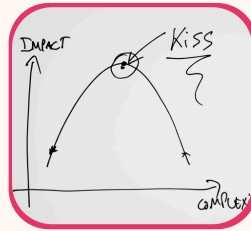
VERS UN CADRE EUROPÉEN

Sur la base de ces discussions, Paolo Di Cesare et Emery Jacquillat ont présenté le premier projet d'un modèle de référence conjoint Italie-France pour les European purpose-driven companies.



4 PILLIERS

- OBJET STATUTAIRE
- PURPOSE GOVERNANCE
- TRANSPARENCE
- SURVEILLANCE INDÉPENDANTE.



Pour eux, le véritable défi est de trouver le modèle qui maximise l'impact : trop complexe signifie pas d'adoption par les entreprises, trop faible signifie pas de changement.

La devise : « keep it simple and scalable. (KISS) »

PROPOS CONCLUSIFS

La Summer School s'est conclue par une synthèse de Stéphane Vernac, mettant en avant une idée centrale :

“

**L'EUROPE N'A PAS BESOIN D'UN RÉGIME
JURIDIQUE UNIFORME, MAIS D'UN CADRE
COMMUN DE PRINCIPES PARTAGÉS.**

”



DANS LES COULISSES : UNE MATINÉE DE GROUPES DE TRAVAIL

Au cours de la matinée, les membres de chaque groupe de travail se sont réunis pour une discussion approfondie sur les ouvrages collectifs en préparation. Ces séances de travail en petits groupes ont permis de réfléchir en profondeur au “purpose” dans les Hauts de France, en France et en Europe.



ET MAINTENANT ?